



Fouquet vs Colbert : combat au sommet de l'Etat

Ces deux grands financiers doivent leurs carrières respectives au Premier ministre Mazarin. Leur ambition commune de lui succéder va les pousser à se déchirer.

- Nicolas Fouquet : 1615 -1680
- Jean-Baptiste Colbert : 1619 -1683



Portrait du cardinal Mazarin,
par l'atelier de Pierre
Mignard. © Wikimedia
Commons

En 1648, le Premier ministre Mazarin annonce la levée de nouveaux impôts pour restaurer les finances de l'Etat.

Le parlement de Paris proteste, les chefs de l'opposition sont arrêtés, ce qui provoque le soulèvement des Parisiens, déjà éprouvés par les disettes et la pression fiscale : c'est le début de la Fronde.

Le royaume se divise en deux camps : pour ou contre Mazarin et le jeune Louis XIV.

Nicolas Fouquet et Jean-Baptiste Colbert se retrouvent du même côté en prenant le parti de la famille royale. Rapidement, ces deux génies de la finance entrent dans l'écurie du Premier ministre, qui compte bien utiliser leurs compétences pour gérer le budget de l'Etat... et accroître sa fortune.

Tout oppose les deux poulains du cardinal. Fouquet est flamboyant et dispendieux ; Colbert, austère et effacé, cultive le goût du secret. En même temps qu'ils gravissent les échelons, leurs différences s'accroissent, générant une rivalité sans merci qui va être fatale à Fouquet.

Avant de se disputer le titre de roi de la finance, les deux hommes ont étudié chez les Jésuites.

En 1627, à 12 ans, Nicolas Fouquet fait son entrée dans l'établissement de la rue Saint-Jacques, à Paris, où il côtoie des fils de princes, de secrétaires d'Etat ou d'ambassadeurs. Son esprit fin, sa culture et son sens de la diplomatie séduisent ses éducateurs.

Jean-Baptiste Colbert aurait connu plus de difficultés chez les jésuites de Reims. « *Il avait l'esprit si pesant qu'il fut toujours le dernier de ses classes* », assurera le magistrat Lefèvre d'Ormesson quarante ans après les faits.

Vérité ou simple jalousie envers un ministre indéboulonnable au moment de cette déclaration ?

Nicolas grandit dans le quartier du Marais, à Paris. Ses parents, issus de la bourgeoisie de robe et de la finance, lui assurent une éducation soignée. Le jeune garçon passe de longues heures dans la bibliothèque à lire les classiques et à observer les collections d'antiquités de son père. Ce dernier souhaite que Nicolas entre dans les ordres mais le fiston se rebelle. Conscient de son charme, il veut briller dans le monde. Le chef de famille s'incline et lui achète une charge de conseiller au parlement de Metz. Pas mal pour un jeune homme de 18 ans !

Jean-Baptiste Colbert semble né sous une moins bonne étoile. Il voit le jour en 1619, lui aussi dans un milieu aisé – son père est un riche marchand rémois –, mais l'ambiance à la maison est à l'autorité. Avec dix enfants à charge, les parents sont débordés, et Jean-Baptiste – que Madame de Sévigné surnommait « le Nord » en raison de son apparence froide et bourrue – entretient des relations difficiles avec un père très sévère. Quand la famille connaît des revers de fortune, Jean-Baptiste, aîné de la fratrie, fait une croix sur ses études pour trouver un emploi chez un banquier lyonnais, puis dans une étude notariale parisienne. Grâce à un piston familial, il réussit à obtenir en 1640 un poste au secrétariat d'Etat à la Guerre. Ainsi commence une longue carrière au service du royaume.

Les Mazarin Boys

En 1648, la Fronde éclate. Le pouvoir royal, menacé, doit s'appuyer sur des hommes sûrs. Colbert en est. Alors que la cour quitte précipitamment Paris, il sert d'agent de liaison entre Michel Le Tellier, secrétaire d'Etat à la Guerre, resté à Paris, et Mazarin, qui accompagne Louis XIV, âgé de 10 ans, et Anne d'Autriche, la reine régente.

Au cours d'une de ses missions, il croise le chemin de Fouquet – qui exerce désormais la fonction prestigieuse de

maître des requêtes au parlement de Paris – et semble l'apprécier.

Quand ce dernier lui demande d'intervenir auprès de Le Tellier, avec qui il souhaite collaborer, Colbert s'exécute volontiers et le présente comme un « *homme d'honneur* » ayant « *une très forte passion d'être du nombre des serviteurs particuliers et amis [de Le Tellier]* ».

La recommandation reste lettre morte car son patron se méfie de l'ambition de ce jeune homme trop poli pour être honnête...

Il en faut plus pour arrêter Fouquet, qui tisse lentement sa toile.

Sûr de lui, rusé, le jeune homme fait une carrière météorique dans l'administration : de maître des requêtes devient intendant de justice, police et finance, puis intendant de la généralité de Paris.

En novembre 1650, il se rapproche encore du pouvoir en achetant la charge de procureur général du parlement de Paris. Quand le cardinal Mazarin est obligé de s'exiler en Allemagne un an plus tard, Fouquet joue sur deux tableaux. Officiellement, en tant que procureur général, il instruit contre le cardinal. En sous-main, il protège ses biens et collabore avec Colbert, qui gère désormais le patrimoine du Premier ministre.

Ensemble aux finances de l'État

Mais cette collaboration ne va pas durer. La deuxième moitié des années 1650 est marquée par une opposition croissante entre Colbert et Fouquet. A son retour d'exil, une fois la paix rétablie, Mazarin nomme Fouquet surintendant des Finances. C'est la consécration ! A 38 ans, il devient le plus jeune responsable du trésor de l'Ancien Régime. Mais le rusé cardinal n'est pas fou.

Pour le surveiller, il lui adjoint son homme de confiance, Colbert, qui devient le subalterne de Fouquet en grinçant des dents. Il ne décolère pas d'avoir vu ce poste lui passer sous le nez. Revanchard, il va élaborer un complot pour renverser son concurrent.

Ce dernier ne voit rien venir. Ivre de pouvoir et d'argent, le surintendant accumule les imprudences, spéculé, prête ou emprunte, remplissant ses poches – et celles de Mazarin – au passage. En 1659, Colbert passe à l'attaque en adressant un rapport au cardinal : Fouquet aurait détourné 10 millions de livres en deux ans. Mais le surintendant, informé par ses espions, intercepte le document et court chez le Premier ministre désamorcer la bombe.

Mazarin, qui a encore besoin de lui, demande à Colbert de calmer le jeu. Ce dernier s'incline. Il attend son heure.

Qui deviendra Premier ministre ?

En 1661, Mazarin, très malade, sait qu'il n'a plus que quelques semaines à vivre. La faveur de Fouquet est à son comble. Il est bien placé pour lui succéder au poste de Premier ministre. Mais le cardinal a un ultime coup à jouer. Le mourant met en garde le jeune roi Louis XIV contre le surintendant, trop ambitieux, et recommande son subalterne : « *Je vous dois tout, Sire, mais je crois m'acquitter en quelque manière en vous donnant Colbert.* »

Que cette phrase ait été prononcée ou non, Louis ordonne la création d'une nouvelle commission d'intendant des Finances qui est attribuée à Colbert. Ce dernier cerne la

personnalité de l'orgueilleux Louis XIV et joue la carte de l'humilité. « *Nous le vîmes, prenant le contre-pied de Fouquet, venir tout seul chez le roi avec un sac de velours sous son bras comme le moindre petit commis de l'Épargne* », raconte Madame de Motteville.

Le nouvel intendant sème tout de suite le trouble dans l'esprit du roi en lui rapportant de terribles rumeurs : Fouquet aurait détourné des millions et préparerait une attaque contre sa personne ! Moins de deux mois après la mort de Mazarin, le jeune monarque prend la décision d'éliminer le surintendant.



Le 17 août, Louis XIV honore tout de même une invitation au palais que Fouquet vient de s'offrir, Vaux le Vicomte. La fête est si somptueuse que les invités en restent bouche bée. Le souverain, qui ne peut se permettre de telles folies, enrage et n'a qu'une hâte : se débarrasser d'un serviteur mégalomane qui prend plaisir à l'humilier.

Moins de trois semaines après la réception, Fouquet est arrêté par d'Artagnan, sous-lieutenant des mousquetaires. A sa grande surprise : « *Je croyais être mieux que personne dans l'esprit du roi* », s'étonne-t-il.

La chute du surintendant

Tout est en place pour le dernier acte. Colbert organise le procès de son adversaire, qui est poursuivi pour complot contre l'autorité royale et malversation financière dans l'exercice de ses fonctions. Nicolas Fouquet encourt la peine capitale.

Colbert place ses proches parmi les juges et use de l'intimidation pour être certain de sa condamnation. Mais

cela ne suffit pas. L'accusation manque de preuves, et les juges votent le bannissement, c'est-à-dire la liberté hors du royaume. Un verdict trop clément pour Louis XIV ! Le roi brise la sentence et décrète la prison à vie. Fouquet est envoyé sous bonne garde à la forteresse de Pignerol, dans l'actuel Piémont, en Italie.



L'ex-surintendant écarté, Louis XIV fait de Colbert son ministre principal. La liste de ses attributions ne cesse de s'allonger : il est nommé surintendant des Bâtiments, trésorier, contrôleur général des Finances, secrétaire d'Etat en charge de la Maison du roi... Ce bourreau de travail, dévoué au Roi-Soleil et intransigeant, consacre le reste de sa vie à la trésorerie de la France.

En 1680, la cour apprend la mort de Fouquet dans sa geôle de Pignerol. Colbert lui survit de trois ans, poussant la loyauté jusqu'à décéder le lendemain de l'anniversaire de Louis XIV.

Fondateur de l'Académie royale des sciences, Jean-Baptiste Colbert (à gauche) présente les membres de l'institution à Sa Majesté le roi Louis XIV en 1667 (huile sur toile de Charles Testelin, vers 1670).



Des mariages de raison

L'amour n'est pas tout au temps des écus !

A presque 25 ans, Fouquet se marie avec Louise Fourché, de bonne famille bretonne, dont le père jouit de revenus importants. Quand son épouse meurt, il reste veuf dix ans, avant de conclure une nouvelle alliance. Son choix se porte sur Marie-Madeleine de Castille. Elle a 15 ans, il vient d'en avoir 36.

Ce qui séduit surtout Fouquet, c'est le carnet d'adresses de sa future belle famille, qui appartient à la magistrature parisienne.

De son côté, Colbert épouse Marie Charron, héritière d'un riche officier de finance. Si le ministre s'autorise quelques liaisons, ils forment malgré tout un couple uni, engendrant des enfants avec une régularité d'horlogerie.

Marie-Madeleine de Castille par Le Brun. © Picasa



© Collection Vaux-le-Vicomte

La couleuvre et l'écureuil*

« *Le petit écureuil est pour longtemps en cage [...] le plus fin est un vilain serpent qui s'abaissant s'élève et s'avance en rampant* », affirment les libelles au moment du procès de Fouquet.

**Le Roi, l'Écureuil et la Couleuvre est un téléfilm français, en deux parties réalisé par Laurent Heynemann et diffusé à partir du 5 mars 2011 sur France 3.*

Pour les lecteurs, la référence est alors évidente. La couleuvre se dit en latin *coluber*, quasi homophone de Colbert, qui a choisi ce serpent pour ses armoiries. Fouquet, lui, s'identifie à l'écureuil, rapide et agile. Il le fait figurer sur son blason (photo ci-contre) avec la devise *Quo non ascendet ?* (« *Jusqu'où ne montera-t-il pas ?* »).

Sur l'un des murs du cabinet des jeux de Vaux-le-Vicomte, on voit le petit animal poursuivi par reptile... qui pourrait être la couleuvre de son adversaire.

Aristocrate coûte que coûte

Dans la société du XVII^e siècle, la naissance est si importante que la tentation est grande de vouloir s'agréger à la noblesse, quitte à mentir.

Colbert s'invente ainsi un ancêtre roi d'Ecosse qui fait beaucoup rire à la cour.



© Pline/Wikimedia Commons

Un tombeau royal

Paroissien de l'église Saint-Eustache à Paris, Colbert y est enterré le 7 septembre 1683. Deux ans plus tard, sa veuve commande un mausolée à Le Brun et aux sculpteurs Coysevox et Tuby. Le ministre y est représenté en prière, en habit de grand trésorier, entouré des allégories de la fidélité et de la piété. Si son tombeau est imposant, ses funérailles se sont déroulées dans la plus grande discrétion : Colbert était si impopulaire qu'on craignait que la foule profane son cercueil.

La fête fatale de Fouquet

Pour son château de Vaux-le-Vicomte, en Seine-et-Marne, Fouquet a fait appel aux plus grands artistes du moment : le paysagiste André Le Nôtre, l'architecte Louis Le Vau et le peintre-décorateur Charles Le Brun – les mêmes que Louis XIV engagera pour Versailles.

Lors de la fête du 17 août 1661, à laquelle assistent le roi et 600 courtisans, le surintendant des Finances va tirer parti

au maximum du cadre somptueux du château. Au programme, feu d'artifice, *Les Fâcheux* de Molière joués pour la première fois, mets fins élaborés par Vatel, musique de Lully, ballets... « *Le 17 août, à 6 heures du soir, Fouquet était le roi de France ; à 2 heures du matin, il n'était plus rien* », écrira Voltaire.

Pour aller plus loin : « L'affaire Fouquet »

Qui était Fouquet ?

Pour obtenir sa tête, Colbert l'a présenté comme un prévaricateur, un homme corrompu qui pillait les caisses de l'État pour satisfaire sa folie des grandeurs. Daniel Dessert a repris pour nous le dossier d'instruction de l'affaire. Il en ressort un portrait inattendu de celui qui fut, peut-être, le plus génial financier du Grand Siècle et la victime de la raison d'Etat.

Les fêtes splendides données au château de Vaux avaient ébloui Louis XIV au-delà peut-être des espérances de Fouquet. A la tête des finances de l'État, ce personnage brillant, séduisant et aimable, qui acceptait de mettre toute sa fortune au service du royaume pourvu que son nom fût associé au prestige de la monarchie, semblait au faite de sa gloire, et sa position inexpugnable.

C'est pourtant le moment que choisit le roi pour mettre fin à la carrière de Fouquet le 5 septembre 1661, brutalement et apparemment sans raisons, mais selon un scénario soigneusement prévu par Colbert : c'est d'Artagnan qui arrête le surintendant à Nantes, où se tiennent les États de Bretagne, pendant que l'on dépêche des troupes à Belle-Ile où l'on craint une résistance de la part des partisans du surintendant des finances.

Depuis près de trois siècles, la réputation de Fouquet n'a pas changé, et il continue d'être considéré comme un prévaricateur. On l'a accusé de tous les crimes, du pillage systématique des deniers de son maître. Certes, les irrégularités de son procès, la dureté de sa détention ont suscité la compassion de ses contemporains comme des historiens, mais le jugement est resté sans appel. L'image d'un surintendant prodigieusement et frauduleusement enrichi s'est imposée peu à peu, scellant la victoire de l'intègre et efficace Colbert sur le serviteur corrompu.

Mais dans quelle mesure cette réputation, résultat d'un travail de propagande méthodique et acharnée, correspond-elle à la réalité ?

On est passé rapidement sur les obscurités du procès, concernant notamment le problème de la richesse de Fouquet, qui est l'un des fondements des accusations portées contre lui et paraît bien être au cœur de sa rivalité avec Colbert. Seule une étude précise des comptes du surintendant peut fournir un éclairage nouveau sur le

procès; elle peut aussi nous permettre d'approcher le monde secret et grouillant des finances et de la politique de la France au Grand Siècle.

Pour abattre son rival, Colbert n'a pas lésiné ; il entend utiliser contre Fouquet un chef d'accusation redoutable, le péculat. Si le surintendant se trouve effectivement convaincu d'avoir détourné frauduleusement les deniers de l'État, il sera promis inéluctablement à l'échafaud. Afin de démontrer le crime, on l'accuse d'avoir détourné des sommes immenses, d'avoir soutiré aux gens d'affaires des « pensions » annuelles sur les fermes [1] et de s'être ainsi adonné, sous couvert de prête-noms, au pillage des coffres du roi que sa charge l'obligeait pourtant à protéger.

Demeures trop brillantes...

Le produit de ses rapines lui a servi à assouvir sa passion pour les constructions fastueuses, à rassasier son goût pour un luxe insolent et ostentatoire qui s'étale avec tant d'indécence et d'impudence à Vaux ou à Saint-Mandé. Tout cet argent volé lui a permis de s'enrichir, de faire prospérer un patrimoine qui était médiocre avant son arrivée au ministère et qui comprend alors des seigneuries opulentes, des maisons brillantes et des charges importantes. Ainsi l'accusation voit dans la fortune de Fouquet les preuves de ses turpitudes.

Mais Colbert et les magistrats qui agissent sur ses ordres s'y prennent cependant de bien curieuse façon pour démontrer cette richesse mal acquise, dont ils veulent faire une des preuves de la culpabilité de l'accusé. On s'en tient à des impressions, aux seules manifestations extérieures de sa fortune. On évoque les dépenses énormes englouties dans les travaux effectués dans ses somptueuses demeures. On parle de quatre millions de livres par an, sommes comparables à celles qui seront consacrées chaque année, quelque temps plus tard, à la construction du château de Versailles, ou encore de son train de vie princier (que l'on chiffre à trois ou quatre cent mille livres chaque année).

Pour justifier ces assertions, on invoque ses comptes privés ou ceux de ses commis, particulièrement obscurs, fragmentaires, parfois contradictoires. Tout au plus indiquent-ils que ces gens voyaient passer entre leurs mains des sommes considérables. On insiste enfin sur le peu de biens dont il aurait joui en 1653, en comparaison de

ceux du temps présent, sans donner toutefois des chiffres précis sur le montant global de cette fortune, ni en fournir un état détaillé.

Devant ces attaques, Fouquet réagit avec lucidité et fermeté. Au début, écrasé par la brutalité et l'ampleur de sa disgrâce, un moment incrédule sur le sort que ses adversaires veulent lui réserver, il s'enferme dans un mutisme dédaigneux. Mais il se ressaisit rapidement lorsqu'il comprend que sa vie est en jeu.

Bien que placé dans des conditions défavorables, privé au commencement de toute assistance judiciaire, de ses papiers, et malgré tout obligé de faire la preuve de son innocence, il se rappelle qu'il a été un redoutable procureur général du Parlement de Paris et fait sentir promptement son sens aigu de l'argumentation et la logique rigoureuse de sa grande intelligence.

Fouquet réfute point par point les affirmations de ses adversaires.

Non seulement il n'est pas riche comme on le prétend, mais il est criblé de dettes qui surpassent de beaucoup tout ce qu'il peut posséder. De plus, il est entré dans la finance avec une honnête fortune que ses deux mariages avec Marie de Fourché et Françoise de Castille, l'une et l'autre riches héritières, ont contribué à affermir.

Mais le service du roi l'a contraint à exposer sa fortune et à l'engager totalement, et même bien au-delà. En un mot, Fouquet se pose en victime.

Loin d'avoir tiré bénéfice de ses fonctions, il s'est ruiné, et l'accusation portée contre lui n'est qu'une machination destinée à lui faire endosser des malversations dont les principaux bénéficiaires sont ses accusateurs eux-mêmes. Selon lui, si quelqu'un s'est enrichi malhonnêtement, c'est

bien le cardinal Mazarin, et dans son ombre ses créatures, en premier lieu son fidèle intendant Colbert.

Qui croire ? Que croire?

L'accusé ne tente-t-il pas de rejeter toutes les fautes sur un ministre disparu ?

Le type de défense adopté par Fouquet semble cependant bien dangereux s'il est coupable, car on lui demande de démontrer son innocence, et tout mensonge de sa part se retournerait inexorablement contre lui et ne ferait qu'accréditer les thèses de ses ennemis.

Pour sa défense, le surintendant réclame un inventaire et une évaluation de l'ensemble de ses biens.

Au lieu de s'en tenir à des comptes domestiques incomplets et à des registres embrouillés de dépenses, dont il convient qu'elles furent parfois déraisonnables, on pourrait se faire de la sorte une opinion incontestable.

Pour confondre son adversaire Colbert, et montrer qu'il dit vrai, Fouquet propose de procéder de même avec les fortunes de Mazarin et de son ancien serviteur. Il ne doute pas que la mauvaise foi de l'accusateur apparaîtra au grand jour et rendra évident le complot tramé contre lui.

L'affaire aurait été facile à réaliser puisqu'il existe un inventaire du cardinal et que les biens et les papiers du surintendant sont entièrement saisis, mais rien n'a été fait : Fouquet a été jugé et condamné au bannissement à vie (peine que Louis XIV commuera en une peine de réclusion perpétuelle) sans que nul ne connaisse le montant exact de sa fortune.

Dès lors, on se contente de vagues impressions, fondées sur les splendeurs de Vaux, pour laisser planer la suspicion : c'est exactement ainsi que le voulait Colbert, son implacable ennemi.

Juges bien désinvoltes...

Etat comparatif des biens de Bouquet et de Mazarin en 1661, exprimés en livres.				
ACTIF	Mazarin	%	Fouquet	%
TERRES	5 248 700	14,99	3 043 476	19,68
MAISONS	1 495 000	4,27	705 000	4,56
CHARGES	2 278 300	6,51	781 000	4,60
DROITS SUR LE ROI	2 617 657	7,48	2 530 609	16,36
CRÉANCES	9 902 253	28,29	6 019 000	38,93
ARGENT LIQUIDE	8 704 794	24,87	1 480 914	9,57
EFFETS DIVERS	301 599	0,86	665 000	4,30
LIVRES ET MANUSCRITS	22 486	0,06		
TOTAL	34 994 891		15 460 350	
PASSIF	1 421 000		15 500 000	

Mais, avec le recul, il est relativement aisé de réparer le surprenant oubli des juges, décidément bien désinvoltes et fort peu curieux. S'il n'est pas possible de fournir un état exhaustif ni un montant rigoureusement exact des biens du surintendant, du moins peut-on en produire une estimation proche de la vérité.

Les nombreux documents laissés par la chambre de justice de 1661, les pièces judiciaires provenant du règlement de la succession de Fouquet, les archives notariales permettent de se faire une idée d'ensemble. Certes, quelques-uns de ces biens ne sont pas estimés. Certains, en revanche, ont une valeur supérieure aux prix normaux : il s'agit des terres, maisons ou offices, biens « sûrs » que Fouquet a acquis en période de crise, à des cours surévalués.

D'autres, enfin, sont estimés à un prix qui, étant celui de leur vente au rabais après la chute du ministre, est largement inférieur à leur prix réel. Mais ces réserves faites, on peut parfaitement saisir l'ampleur et la composition de cette fortune (cf. tableau comparatif des biens de Fouquet et de Mazarin).

Comme tous ses contemporains, membres de la bonne société, Fouquet se présente comme un gros propriétaire immobilier : ses terres et ses maisons représentent 24,2 %, soit un quart de son avoir.

Ses biens fonciers se regroupent autour de deux pôles géographiques précis.

- D'une part la région parisienne où il a hérité de son père les propriétés de Vaux et la vicomté de Melun, qu'il ne cesse d'accroître par des achats répétés de fermes.
- D'autre part la Bretagne, où s'est installée une partie de sa famille et où il rachète à ses parents et à ses amis de nombreuses seigneuries (La Guerche, Asserac, Le Largouët, Kernavel, Cortenton).
- Mais le fleuron de cet ensemble reste Belle-Ile qu'il a achetée en 1658 pour l'énorme somme de 1300000 livres. A l'en croire, cette acquisition qui lui imposa de gros sacrifices financiers, fut faite contre sa volonté. Il ne s'y résolut que sur

l'invitation pressant de Mazarin, qui lui promettait de la lui racheter, mais qui finalement se ravisa.

D'autre part, à l'instar de beaucoup de parlementaires, Fouquet investit énormément dans l'immobilier. Dans la seule capitale, il possède l'hôtel de Thoré, cinq maisons et un jeu de paume rue des Grands-Augustins, et deux autres encore, qui jouxtent l'hôtel d'Hémery. Dans la banlieue, il s'établit à Montreuil, où il possède une belle maison ; mais c'est surtout à celle de Saint-Mandé que se porte toute son affection. Fouquet semble se plaire dans cette demeure, proche de Vincennes qu'habitait Mazarin dans ses dernières années, et ne cesse de y apporter des embellissements.

Des créances sur le roi

Cependant les créances diverses, qui constituent près de 39 pour 100 de son avoir, représentent une part bien plus importante encore de sa fortune. La majorité de ces créances (pour 5 330 000 livres) sont des billets d'épargne, c'est-à-dire des créances sur l'État.

La chose peut surprendre, surtout dans une telle proportion, mais reste néanmoins tout à fait explicable. Fouquet, par ses fonctions, est chargé de procurer des ressources à l'État ; compte tenu de l'insolvabilité chronique de ce dernier, il se trouve contraint de proposer son intermédiaire pour lui assurer quelque secours et devient de

la sorte un truchement obligatoire avec les bailleurs de fonds potentiels.

Il possède en outre une masse imposante de droits sur le roi lui-même. La chose est intéressante car elle montre que Fouquet appartient au groupe de ceux qui ont bénéficié des difficultés financières de la monarchie.

En effet, il est très légalement engagiste de droits domaniaux, c'est-à-dire que le roi, contre des avances d'argent, lui a cédé par contrat des droits sur les domaines et regrats [2] de la vicomté de Melun (pour une valeur de près de 500 000 livres) ; le roi a également engagé en sa faveur des droits régaliens, comme les impôts et billots de Bretagne (pour 1283 000 livres) ou des droits du marc d'or (pour 660 000 livres) [3].

Ainsi Fouquet n'est pas véritablement un traitant puisque, sa charge le lui interdisant, il n'a jamais réellement pris part au « traité » initial par lequel le monarque, empêtré dans ses embarras de trésorerie, aliène, en conseil des finances, des rentes ou des droits qui lui sont propres.

Mais, comme beaucoup de puissants personnages de son temps et notamment des ministres comme Mazarin, Richelieu ou

Servien, Fouquet acquiert ces droits, au détail, sous des prête-nom, une fois le contrat établi et le taux fixé, ce que rien ne lui interdit.

L'inventaire de la fortune de Fouquet semble révéler, enfin, une importante disponibilité en espèces.

Mais il ne faut pas se laisser abuser par les apparences. On a saisi au moment de son arrestation 113 000 livres chez maître Clément, 305 000 chez son ami Chanu, 27 607 à Vaux et 35 033 à Belle-Ile.

En outre Fouquet, peu de temps avant sa chute, a prêté au roi, sans aucun reçu, un million en pièces d'or, qui provient du prix de vente de sa charge de procureur général dont il s'est défait précisément pour subvenir aux besoins de l'État. Comme il a peu de chance de recouvrer cette somme, il faut admettre qu'il ne dispose donc que d'un peu moins de 500 000 livres en argent liquide. Somme considérable, mais cependant normale, compte tenu du rôle de trésorier officieux qu'il finit par jouer.

Le reste de ses biens (offices, effets divers et mobiliers), par comparaison, semble de moindre importance. Comme tous les gens de son milieu, il a acquis les offices les plus divers (n'oublions pas que, dans l'Ancien Régime, la plupart des charges étaient vénales), qu'il fait exercer par des hommes de paille, notamment ceux d'aumônier du roi, de conseiller de l'Hôtel de Ville, de greffier des Commissions extraordinaires du Conseil et surtout celui, plus prestigieux, de chancelier des Ordres du roi.

Quant aux effets divers, ils comprennent des participations dans des compagnies marchandes et des armements maritimes. Reste le problème posé par les meubles et les objets précieux, dont on apprécie mal la valeur totale. Collectionneur éclairé, mécène, il est certain que Fouquet a dilapidé la majeure partie de ses revenus (3 150 000 livres en neuf ans) pour assouvir sa passion de bâtisseur et s'entourer de meubles précieux, d'objets d'art, dont le roi s'est emparé en partie.

Les 304 551 livres, prix de vente de son mobilier après la fin de son procès, sont certainement une estimation minimum du capital artistique qu'il avait pu réunir dans ses demeures.

« Fouquet n'était pas riche »

Au total, à combien s'élève cette fortune ? En voyant large, on peut l'évaluer à 15 500 000 livres, y compris le million remis au roi. Ce chiffre est bien supérieur à ceux lancés au hasard par le procureur général Chamillart (qui parlait de 10 millions) ou de ce que Fouquet lui-même estimait.

Ce dernier avait-il menti ? Colbert avait-il laissé passer une belle occasion de confondre son adversaire ?

Un tel niveau de richesse ne peut évidemment que surprendre, et, même s'il se révélait exact que le surintendant fût arrivé aux affaires avec du bien, il était difficile d'expliquer un tel niveau de fortune en 1661 : Fouquet en effet se situe alors parmi les Français les plus

opulents, derrière Richelieu, mais bien avant les princes du sang, les grands seigneurs ou les gros parlementaires, ses confrères.

Cependant, une fois de plus, il ne faut pas se laisser tromper par les apparences. Ce que l'on a appelé improprement sa

« fortune » n'est en réalité qu'un actif ; mais cet ensemble de biens et de droits qui constitue son patrimoine est en fait largement compensé par des dettes.

Dettes que contestent en grande partie ses ennemis, prompts à minimiser l'ampleur de ses engagements. Mais, si le pouvoir montre une propension marquée à nier l'existence des dettes, les cris poussés par ses créanciers dès le moment de son arrestation démontrent qu'elles n'ont rien d'imaginaire.

Apprécier le passif n'est pas chose facile, surtout si l'on veut cerner le détail de ses dettes. Pourtant il ressort à l'évidence deux faits patents : d'une part Fouquet a lancé dans le public des emprunts, la plupart pour le service du roi, qui s'élèvent au minimum à 11 700 000 livres ; d'autre part, une partie des biens immobiliers dont il s'est rendu acquéreur n'a pas été payée, ou seulement en partie (il doit pour 678 750 livres sur le prix des terres et 511 000 sur celui des maisons). Enfin, pour réaliser une partie de ses achats, ou garantir ses emprunts, il a été contraint d'engager pour 1 200 000 livres de biens propres de son épouse. L'ensemble de ce qu'il doit monte donc à un peu plus de 14 millions, sans compter les intérêts que l'on peut estimer au minimum à 1 400 000 livres ; ainsi son passif se chiffre donc à 15 500 000 livres. Cette fois la situation du surintendant apparaît dans sa cruelle simplicité : l'actif équilibre tout juste le passif, et encore de façon toute théorique, car si le souverain - ce qui est probable - ne rembourse pas ses dettes, Fouquet se trouve à la tête d'un assez joli déficit. Il s'est ruiné, il a consommé tout son bien pour le service de l'État et a compromis celui de sa femme qui, pour faire face à la débâcle financière qu'elle pressent, doit demander la séparation de biens.

La fortune de Mazarin

Mme de Motteville, dans ses Mémoires, confirme le tableau fort sombre des affaires de l'accusé : « *Dans le vrai, note-t-elle, il se trouva que Fouquet était coupable d'une grande profusion, mais qu'il n'était pas riche et qu'il devait beaucoup plus qu'il n'avait de vaillant.* » Quant à Chanu, ami de Fouquet, lui aussi constate avec tristesse cette faillite : « *Si j'étais en état de le servir pour le démêler de son domestique, lequel j'estime être dans un abîme effroyable, j'aurais bien la hardiesse d'en demander la permission [...].* »

Dans ces conditions, la comparaison entre la fortune de Fouquet et celle de Mazarin ne manque pas de saveur (cf. Tableau...). On sait que le premier avait dénoncé le second comme le principal auteur des détournements dont on voulait le charger. Ce que Son Eminence, disparue six mois auparavant, avait amassé dans le temps record de neuf années, laisse pantois : un actif supérieur à trente cinq millions de livres, pour 1400 000 livres de dettes, quantités de terres, de charges, de droits et de créances sur le roi, des monceaux d'objets précieux, des masses énormes d'argent liquide [4], dont il est impossible d'expliquer l'origine. Qu'il y ait eu vol des deniers publics, cela n'est guère niable, mais le coupable n'est peut-être pas celui que l'on désigne avec complaisance comme le responsable de tous les maux financiers du royaume.

On comprend mieux pourquoi Colbert, suivi par des juges aux ordres, n'a pas daigné souscrire aux demandes de l'accusé. Il fallait une victime expiatoire pour faire oublier les richesses du cardinal et de ses créatures, et le complot était ourdi de longue main. Fouquet allait payer sa mégalomanie lors d'un procès truffé d'irrégularités et de truquages.

Le flou dont on entoure cette fortune et le refus de tout ce qui permettrait de faire la lumière s'expliquent alors aisément. Fouquet doit être riche parce qu'il faut qu'il soit coupable. C'est parce que Colbert sait bien que l'accusé

peut se muer rapidement en accusateur, et que les rôles pourraient sans difficulté s'inverser, qu'il tire si habilement parti de l'apparente richesse de son adversaire pour accréditer sa thèse.

Cependant, bien au-delà de la lutte entre les deux hommes, l'analyse de cette fortune révèle des éléments fondamentaux pour la compréhension de la vie financière et sociale de l'ancienne France.

Les signes extérieurs de richesse

Pourquoi Fouquet a-t-il accumulé, comme à plaisir, terres, maisons, offices, droits sur le roi ?

Est-ce pour lui une manière d'investir, dans des effets dont la solidité reste à toute épreuve, le produit de ses rapines ? Loin s'en faut.

Le surintendant pour le service du roi, on l'a vu, est forcé de se lancer dans des emprunts considérables auprès du public argenté. Mais il agit dans une société traumatisée par la dureté des temps, qui subit les effets cumulés des retombées d'une guerre civile, la Fronde, de vingt-cinq années de conflit ininterrompu avec l'Europe catholique et de la grave crise économique qui accompagne l'avènement de Louis XIV ; ceci pour le compte d'un pouvoir financièrement aux abois, rongé par ses dettes et dénué de toute confiance.

Fouquet doit nécessairement proposer à ses prêteurs éventuels des biens tangibles, considérés par eux comme sûrs, qui servent d'hypothèques à la masse de billets et de promesses qu'il émet.

En ce sens, il joue parfaitement son rôle d'intermédiaire financier ; son crédit personnel se substitue au crédit défaillant de l'État. Les biens qu'il semble posséder paraissent alors des gages plus crédibles qu'un trésor désespérément vide.

Ces richesses apparentes rassurent les bailleurs de fonds, frustrés et déconcertés par les mauvaises manières d'un souverain périodiquement banqueroutier.

En même temps qu'elle lui permet de satisfaire ses goûts de luxe et d'extérioriser son appétit de puissance, cette richesse tapageuse assure donc à Fouquet une confiance universelle dans sa solvabilité, confiance sans laquelle il ne pourrait poursuivre sa mission.

La liste de ses créanciers montre qu'il a su se concilier aussi bien d'importants hommes d'affaires, comme Claude Girardin, l'un des factotums de Mazarin, Jeannin de Castille, trésorier de l'Épargne (un cousin de Mme Fouquet), Monnerot, trésorier des parties casuelles, que des parlementaires attirés par les affaires de finance, comme le président Tam-bonneau, le lieutenant criminel du Châtelet, Jacques Tardieu, ou encore des militaires comme le maréchal de la Ferté.

Fouquet entraîne-t-il en même temps dans la banqueroute sa famille et son pays ?

En fait, par la nature du système fiasco-financier du royaume, il se trouve entraîné dans une spirale mortelle qui lie sa fortune à celle de l'État. Pour faire face à des dépenses bien supérieures aux recettes, il joue un rôle doublement dangereux.

- D'une part, pour assurer sa charge, il utilise tous les expédients traditionnels, dont la monarchie n'a jamais pu réaliser l'économie ;
- d'autre part, il engage sa fortune personnelle, sans posséder toujours les encaisses correspondantes, pour garantir sur son nom des emprunts pour le compte du roi.

Comble de malchance, il est obligé d'administrer le désordre sous la férule du plus grand pilleur de tronc que le royaume ait connu. Or le cardinal, à ce jeu, est imbattable.

En fin de course, tout se retourne contre le surintendant, à qui l'on reproche à la fois ses apparences et son action. Il a abusé des caisses publiques pour s'enrichir. Il n'a pas servi, il s'est servi.

Dans une autre argumentation, un peu contradictoire, on lui reproche les apparences d'opulence qu'il s'est données pour mieux tromper ses prêteurs, oubliant qu'il agit de la sorte

pour le compte d'un pouvoir, qui berne ses créanciers depuis longtemps.

En fait, dans un cas comme dans l'autre, sa défense semble compromise.

Sa défense semble d'autant plus compromise que l'étude de la structure de la fortune de Fouquet révèle un autre aspect de son personnage. En rachetant des terres au-dessus de leur valeur, en prêtant de l'argent, en accordant des offices à des parents (ses frères, son cousin Chalain) à des amis (Mme d'Asserac, les Bruc), il rend service à des gens qui vont constituer avec lui un groupe dévoué dont il favorise la participation dans les affaires du roi ; on retiendra le nom de Mme Duplessis-Bellièvre, une de ses bonnes amies. Cela lui fait concilier les devoirs de sa fonction et le plaisir de soigner les intérêts de sa clientèle. Mais il est certain que ce clan, bien épontillé, a provoqué une jalousie dans certains milieux financiers, jalousie qui n'est sans doute pas étrangère à la perte du ministre.

Une clientèle dévouée

L'étude de sa fortune dévoile aussi un des mécanismes cachés des finances royales d'Ancien Régime. Comme beaucoup de membres de la haute société, Fouquet participe, sans qu'il y ait de sa part le moindre manquement, à l'exploitation financière du pays. Il appartient à ce groupe auquel la richesse permet de tirer parti des embarras d'argent de la monarchie.

Derrière les horribles partisans, que l'on dénonce avec tant de vigueur, se cachent les grands seigneurs, les robins infatués d'eux-mêmes, qui tiennent par personnes interposées les cordons de la bourse royale.

L'actif de Fouquet, comme celui de Mazarin ou ceux d'autres dominants, révèle parfaitement cette activité secrète de la haute société française.

On comprend mieux alors qu'on ait cherché à dissimuler aux yeux du peuple l'identité réelle des arbitres et des véritables bénéficiaires du système fiasco-financier de la monarchie.

La composition de cette fortune témoigne enfin de la volonté de son auteur de promouvoir une politique économique entreprenante et cohérente.

Fils d'un des principaux conseillers de Richelieu pour les questions commerciales et maritimes, Fouquet reprend les desseins paternels. Lui aussi se passionne et cherche à provoquer dans le royaume un regain d'intérêt pour ces problèmes en se donnant lui-même comme modèle.

Il achète les charges de gouverneur de l'Amérique, de Concarneau (en relation avec une entreprise d'armement naval), il transforme Belle-Ile en un centre portuaire, base d'une petite armada de navires marchands (qu'il a fait acheter en Hollande) ; cela ne procédant pas, comme on l'en a accusé, de la volonté absurde et chimérique de se bâtir en Bretagne un imaginaire réduit d'où il pourrait défier le pouvoir en cas de disgrâce, mais plutôt d'une tentative délibérée de développer une activité maritime.

Sa participation au commerce à destination de l'Extrême-Orient et à l'exportation de toiles à l'étranger illustre cette vocation industrielle.

Son projet - et l'on ne saura jamais ce qu'il aurait fait s'il était resté en poste - préfigure tout le programme d'un Colbert. Certes, ni l'un ni l'autre n'ont eu la primauté de ces idées, qui sont dans l'air depuis le grand premier ministre de Louis XIV.

Mais la façon dont le surintendant veut soutenir cette politique tranche singulièrement sur les méthodes de son rival.

Aux grandes manifestations patronnées par le gouvernement, dans le cadre rigide de grandes compagnies ou de manufactures, Fouquet préfère une démarche plus individualiste ; cette méthode était peut-être plus apte à faire école auprès des négociants, instinctivement jaloux de leur liberté et méfiants vis-à-vis des monopoles de l'État et de ses règlements par trop contraignants.

Ainsi l'examen de la structure de cette fortune démontre que l'affaire Fouquet dépasse de beaucoup les simples péripéties d'un procès politique ; il nous apporte d'autre

part de multiples enseignements sur la France à l'âge classique.

Au service de l'État

La carrière du surintendant s'achève par un naufrage complet.

Après une course effrénée et fascinante, son rêve de puissance s'y est abîmé ; il y a sacrifié sa liberté, son pouvoir et sa fortune. Entré dans les plus considérables emplois avec un patrimoine solide, de belles terres, une charge importante et de grand prix, une épouse richissime, il pouvait prétendre à un avenir prometteur ; la destinée en a décidé autrement.

Loin de s'enrichir au service de l'État, ce qui était le cas de la plupart des grands commis, en particulier de responsables des finances, il est l'un des rares qui s'y soient ruinés.

Et c'est cet administrateur compétent, véritable homme d'État à la grande largeur de vue, désintéressé au point de sacrifier tout son bien, qui devient, par l'effet d'une propagande mensongère, le prototype du concussionnaire.

Alors qu'il a assuré le fonctionnement financier du royaume dans des temps extrêmement difficiles, qu'il a permis la réussite de la politique d'un Premier ministre avide et tout-puissant, dont il a dû supporter les débordements financiers, alors qu'il a su se mouvoir avec habileté dans un système fisco-financier vicié, il lui faut succomber sous les attaques perfides et iniques d'un complice du cardinal, qui se refait une virginité en jouant les accusateurs vertueux et les administrateurs scrupuleux.

A ce jeu inégal, Fouquet a perdu sur toute la ligne, victime de sa fatale ambition et de sa passion pour le service d'un monarque ingrat.

En sacrifiant un innocent aux combinaisons d'un fourbe, en remplaçant un surintendant apparemment désordonné par un contrôleur général apparemment ordonné, Louis y a trouvé son compte.

Mais il n'est pas sûr que le royaume, lui, y ait vraiment gagné.

Ça peut aussi vous intéresser :

Jean-Baptiste Colbert tombe en disgrâce pour esclavagisme

Sources :

<https://www.caminteresse.fr/histoire/fouquet-vs-colbert-combat-au-sommet-de-letat-146512/>

<https://www.histoire-pour-tous.fr/histoire-de-france/4004-larrestation-de-fouquet--5-septembre-1661.html>

<https://www.lhistoire.fr/m%C3%A9dias/colbert-vs-fouquet>

<https://passion-histoire.net/viewtopic.php?t=28870>

<https://historiaculturafrancesasfadwa.blogspot.com/2021/11/qui-etaient-fouquet-et-colbert.html>

NOTES

1. Ce sont des sommes payées par les « fermiers » pendant la durée de leur bail, à des particuliers désignés par le surintendant ou au ministre lui-même. Il s'agit en quelque sorte de pots-de-vin, qui leur permettent d'obtenir une « ferme ». Sous l'Ancien Régime, la ferme est le système de perception de l'impôt dans lequel le fermier traitait à forfait pour une somme déterminée à remettre d'avance au roi, se réservant pour salaire la différence entre la somme donnée et celle effectivement perçue.

2. On nomme ainsi toute vente au détail, par petites mesures, de divers produits et denrées, surtout le sel.

3. Les impôts et billots sont des taxes levées en Bretagne, pour le compte du roi, sur toutes les boissons. Quant au marc d'or, il s'agit d'un droit perçu sur les offices et acquité par tout nouveau pourvu ; il est fixé généralement au soixantième de la valeur de la charge.

4. Le magot en argent liquide laissé par le cardinal se trouve légèrement supérieur à l'encaisse de la banque d'Amsterdam, alors la plus grande institution financière de l'Europe.

Conclusion :

Dans « *Le Roi, l'Écureuil et la Couleuvre* », Thierry Frémont campe un Colbert envieux et arrogant et Loran Deutsch un Fouquet charmeur et inventif. Mais ce combat trop manichéen entre deux des hommes les plus brillants de la cour du Roi-Soleil cache en réalité une question plus complexe : l'impossible cohabitation de deux conceptions politiques de l'État royal.

En effet, si le « *système Colbert* » est dévoué au roi, Fouquet est favorable aux intérêts de la chrétienté. Ce que l'historien Michel Vergé-Franceschi a résumé d'une phrase : « *Le maître de Fouquet est Dieu. Celui de Colbert est le roi.* »

Fouquet n'était-il pas simplement un bouc-émissaire ?

Après la mort de Mazarin, il fallait désigner un coupable pour endosser les fautes des précédents ; Louis XIV a réussi une action politique d'envergure : Fouquet est devenu un « centre », car beaucoup trop de monde gravitait autour de lui, et le roi ne pouvait le supporter. Pour rompre avec le passé, il lui fallait quelque chose de grandiose pour affirmer sa supériorité et être le Maître : ce fut l'arrestation de Fouquet.